KARTHALA

La dynamique électorale au Sénégal entre 2000 et 2019 : contribution à l'analyse contextuelle des comportements électoraux

Alassane Beye, Gilles Van Hamme

Dans Politique africaine 2019/3 (N° 155), pages 183 à 205
Éditions Karthala

ISSN 0244-7827
DOI 10.3917/polaf.155.0183

Article disponible en ligne à l'adresse
https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2019-3-page-183.htm

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

Recherches

Alassane Beye et Gilles Van Hamme

La dynamique électorale au Sénégal entre 2000 et 2019 : contribution à l'analyse contextuelle des comportements électoraux

Après deux alternances, le Sénégal est cité comme un modèle démocratique. Cependant, les reproductions des formes de pouvoir traduisent une stagnation démocratique. Les partis au pouvoir complexifient les pratiques de légitimation électorale, s'assurant le soutien des régions périphériques alors que les dynamiques d'opposition les plus marquées sont observées en milieux urbains. La géographie électorale se caractérise aussi par l'importance de bastions régionaux. L'ethnographie électorale explique l'alignement des ruraux au parti dominant par sa capacité à s'adapter aux réalités locales dans la recherche d'une hégémonie électorale qui n'est réductible ni à une volatilité électorale, ni à une corruption électorale.

Ce serait une tautologie d'affirmer que les comportements électoraux constituent un objet canonique de la science politique. Si, dans le contexte occidental, la volonté de comprendre l'électeur s'est traduite par un foisonnement de travaux empiriques, *a contrario*, la connaissance des électeurs africains est encore embryonnaire. Dans la foulée des transitions démocratiques, des travaux analyseront le politique en Afrique « sous le prisme du religieux et de l'ethnicité[1] ». En dépit d'une volonté soutenue de « réhabiliter l'étude des partis politiques en Afrique[2] », l'explication des choix électoraux se heurte à des défis théoriques et méthodologiques. La disponibilité de données fiables[3] a longtemps constitué un frein. Au Sénégal, cette situation explique qu'au

1. C. Mayrargue et C. Toulabor, « L'expression et la participation politiques en Afrique », *in* M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique : états des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, p. 116.

2. M. Gazibo, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », *Politique africaine*, n° 104, 2006, p. 5-17.

3. Un travail important est fait par Afro-baromètre dans la collecte de données sur les opinions politiques. Malgré des biais méthodologiques, cet effort permet un travail comparatif dans le temps et dans l'espace sur les comportements politiques. Dans cette même logique, sera instituée, à l'université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), une plateforme de recueil de données électorales restée longtemps confidentielle, voir <http://sigegis2.ugb-edu.com>, consulté le 4 décembre 2019.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

lendemain des élections, des qualificatifs arbitraires soient rattachés aux électeurs : la maturité de l'électorat, fétichisée et unanimement saluée en 2000[4], a laissé la place à un « électeur introuvable[5] », volatil dans ses choix lors des présidentielles de 2007 et de 2012[6]. Ces considérations sont fortement teintées d'ethnocentrisme, en définissant l'électeur africain en général à l'aune d'un idéal-type introuvable dans les démocraties occidentales. Aux antipodes de cette perspective, l'analyse culturaliste « peine à faire sortir d'une forme de ghettoïsation[7] » et d'un « localisme[8] » la sociologie électorale africaniste.

En combinant des approches de géographie électorale à des monographies locales, nous cherchons à éviter le double écueil de la « réduction » et de la « déconnexion[9] ». Il s'agit dès lors de souligner, à travers des données électorales agrégées au niveau des départements, des récurrences dans la spatialité du vote et d'éclairer celles-ci par une compréhension fine des comportements électoraux à l'échelle locale. Cette recherche vise à replacer l'électeur dans son contexte multi-scalaire (« *hierarchical-geographical context* » de Agnew[10]), notamment le contexte local, afin de « comprendre sociologiquement ce dont les comportements électoraux sont faits[11] ». Cette « contextualisation

4. F. Diop, « Comportements électoraux et déterminants : l'exemple de la religion dans les élections présidentielles de février-mars 2000 », Colloque sur les élections présidentielles du 27 février 2000 au Sénégal, Dakar, 19-21 juillet 2000. Voir aussi F. Samson, « La place du religieux dans l'élection présidentielle », *Afrique contemporaine*, n° 194, 2000, p. 5-11 ; M. C. Diop, M. Diouf et A. Diaw, « Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », *Politique africaine*, n° 78, 2000, p. 157-179.

5. I. Silla, *Qu'est-ce que la maturité du peuple ?*, Dakar, Science politique éditions, 2018. L'auteur opte pour une lecture critique de la maturité et revient surtout sur son instrumentalisation idéologique, historiquement entretenue par les acteurs politiques au Sénégal.

6. D. Resnick, « Continuity and Change in Senegalese Party Politics: Lessons from the 2012 Elections », *African Affairs*, vol. 112, n° 449, 2013, p. 623-645.

7. M. Gazibo et C. Thiriot, « Introduction. L'Afrique en science politique », *in* M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique…*, *op. cit.*, p. 1-13.

8. Dans la perspective de Sartori, le « localisme vise les études uni-nationales qui ignorent purement et simplement les catégories préétablies par des théories générales et/ou existantes […] inventant alors sans arrêt, leur propre terminologie ». G. Sartori, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, n° 1, 1994, p. 25.

9. Nous reprenons les termes de Quantin qui considère que la déconnexion et la réduction sont deux biais minant l'étude du phénomène électoral en Afrique. Selon Quantin, la déconnexion « consiste à placer le sous-continent dans un cadre cognitif séparé et à recourir à des théories spécifiques. […] L'approche "par déconnexion" étudie les partis et les élections en Afrique comme des faits qui n'auraient pas de signification hors d'un contexte culturel considéré comme un isolat ». La « réduction, au contraire, se contente de collecter des éléments vaguement ressemblants pour les interroger avec des grilles universelles ». P. Quantin, « Entre déconnexion et réduction : l'étude des élections et des partis », *in* M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le politique en Afrique…*, *op. cit.*, p. 165-166.

10. J. Agnew, « Mapping Politics: How Context Counts in Electoral Geography », *Political Geography*, vol. 15, n° 2, 1996, p. 129-146.

11. C. Braconnier, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris/Cergy-Pontoise, Lextenso éditions/Lejep, 2010, p. 20.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

des comportements électoraux[12] » passe par une prise en compte des situations dans lesquelles se déploient les rapports de pouvoirs afin de saisir le rôle des dynamiques à l'œuvre localement dans la construction des allégeances partisanes[13]. Il s'agit de comprendre comment les formes locales de l'encadrement social, héritées historiquement, interagissent avec des dynamiques saisies à d'autres échelles, en particulier nationales[14]. Cette perspective, qui met l'accent sur la dimension construite du vote, autorise à penser que la construction des allégeances partisanes est consubstantielle aux dynamiques locales. En inscrivant cette approche localisée dans une typologie géographique des comportements électoraux, on évite la répétition des monographies locales plus ou moins descriptives, et on se donne ainsi les moyens d'une montée en généralité[15].

La sociologie électorale sénégalaise en question

La routinisation du vote contraste avec la méconnaissance de l'électeur sénégalais. Cette situation s'explique par l'institutionnalisation tardive de la science politique africaine[16] et sénégalaise[17]. Il a fallu attendre 1990 pour voir ouvrir le premier département de science politique en Afrique de l'Ouest à l'université Gaston Berger. En l'absence d'une sociologie électorale véritablement constituée, les analyses sur le système électoral sénégalais ont été empreintes de jugements normatifs. La focale mise sur les stratégies de perpétuation d'une domination électorale, dont l'origine résiderait soit dans la fraude électorale, faisant du Sénégal une « démocratie sans alternance[18] »,

12. J. Rivière, « Vers une analyse contextualisée des comportements électoraux. Le cas de l'agglomération caennaise en 2002 » [en ligne], *Norois*, n° 197, 2005, <http://norois.revues.org/345>, consulté le 4 décembre 2019.
13. C. Braconnier, *Une autre sociologie du vote…*, *op. cit.* ; J. Sainty, « Contextualiser les comportements politiques par le territoire. Retour sur la construction d'un cadre théorique et d'un dispositif empirique lors de l'élection présidentielle de 2007 en Isère » [en ligne], *L'espace politique*, n° 23, <http://journals.openedition.org/espacepolitique/3058>, consulté le 4 décembre 2019.
14. H. Van der Wusten et V. Mamadouh, « "It is the Context, Stupid!". Or is It? British-American Contributions to Electoral Geography since the 1960s » [en ligne], *L'espace politique*, n° 23, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/3048>, consulté le 4 décembre 2019 ; Q. David et G. Van Hamme, « Pillars and Electoral Behavior in Belgium: The Neighborhood Effect Revisited », *Political Geography*, vol. 30, n° 5, 2011, p. 250-262.
15. A. Gana et G. Van Hamme, *Élections et territoires en Tunisie. Enseignements des scrutins post-révolution (2001-2014)*, Paris/Tunis, Karthala/IRMC, 2016.
16. M. Gazibo, « L'Afrique en politique comparée », *Polis/R.C.S.P./C.P.S.R.*, vol. 8, 2001, p. 3.
17. I. Silla, *L'intelligibilité du politique : réflexion épistémologique sur la science politique*, Saint-Louis, Presses universitaires de Saint-Louis, 2009, p. 13.
18. D. B. Cruise O'Brien, « Au Sénégal, une démocratie sans alternance », *Le Monde diplomatique*, avril 1993, p. 18-19.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

soit dans le clientélisme d'État, ne permettait pas une connaissance fine des comportements des électeurs face aux stratégies des « démocrates patrimoniaux[19] ». Le Groupe d'études et de recherches constitutionnelles et politiques (Gercop)[20] dépassera cette tradition analytique en réorientant les analyses sur les électeurs. Après deux publications pionnières qui mettront en évidence le délitement manifeste des structures traditionnelles d'encadrement électoral, mais aussi la diversité sociologique des scènes locales et leurs effets sur le comportement électoral, des efforts sont encore nécessaires pour une compréhension fine des comportements électoraux.

Cependant, depuis, les analyses se sont fortement focalisées sur le poids de « la corruption électorale[21] ». Le clientélisme, sans être une exclusivité sénégalaise, est une modalité de régulation politique assez tenace dans le système politique sénégalais. L'analyse des relations clientélistes entre l'État postcolonial sénégalais et les confréries musulmanes a permis la mise en perspective du concept fécond de « contrat social sénégalais[22] », décrivant des rapports symbiotiques entre l'État et les confréries musulmanes, et vivifiées en période électorale. L'érosion de ce dispositif a été identifiée dès la fin des années 1990[23]. L'alternance de 2000, considérée comme la défaite des « consignes de vote[24] », ne marquera pourtant pas la fin de l'intrusion du

19. L. J. Beck, « Senegal's "Patrimonial Democrats": Incremental Reform and the Obstacles to the Consolidation of Democracy », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 31, n° 1, 1997, p. 1-31
20. Gercop, *Décentralisation et élections locales dans la région de Saint-Louis*, Saint-Louis, Université Gaston Berger, août 1996. Voir aussi Gercop, *Étude sur le comportement électoral dans les régions de Thiès et Diourbel*, Saint-Louis, Université Gaston Berger, mai 1999.
21. M. P. Ba, « Terre d'élections et de corruption électorale : histoire(s) du et autour du fichier électoral au Sénégal », Colloque SIGeGIS, 25 mars 2014, Saint-Louis, Université Gaston Berger.
22. Il existe une littérature assez abondante sur cette question, et les travaux de Paul Marty, de Christian Coulon, de Leonardo A. Villalón, de Jean Copans et de Daniel B. Cruise O'Brien constituent des recherches pionnières. Voir D. B. Cruise O'Brien, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine*, n° 45, 1992, p. 9-20 ; L. A. Villalón, *Islamic Society and State Power in Senegal: Disciples and Citizens in Fatick*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; J. Copans, *Les marabouts de l'arachide. La confrérie mouride et les paysans du Sénégal*, Paris, Le Sycomore, 1980 ; C. Coulon, *Le marabout et le prince. Islam et pouvoir au Sénégal*, Paris, Pedone, 1981. Ces travaux décrivent le « contrat social sénégalais » comme une relation utilitaire sur le plan économique et politique, dans lequel interviennent trois acteurs clé : le talibé (disciple), le marabout et l'homme politique. À travers ce dispositif, le disciple « laisse à son guide religieux et marabout, le soin d'être son médiateur auprès des autorités politiques et administratives ». Ils sont des « porteurs de voix » capables de mobiliser les électeurs et de donner des consignes de vote en faveur du parti au pouvoir en échange d'allocation de ressources matérielles diverses. En retour, le marabout fournit protection et facilite l'obtention par son disciple de différents services délivrés par l'État central. De ce fait, les confréries religieuses ont été historiquement présentées comme des réservoirs électoraux très convoités.
23. Gercop, *Décentralisation et élections locales…*, *op. cit.*, p. 30. Voir aussi D. B. Cruise O'Brien, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine*, n° 45, 1992, p. 9-20.
24. F. Samson, « Le place du religieux… », art. cité ; M. C. Diop *et al.*, « Le baobab a été déraciné… », art. cité.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

religieux dans l'espace politique sénégalais, mieux, elle marquera l'avènement des marabouts mondains, plus enclins à s'investir dans le champ politique. Leurs soutiens improductifs au Parti démocratique sénégalais (PDS) en 2012 semblent marquer la désacralisation de l'espace politique sénégalais. Cependant, des travaux portant sur la recomposition du « contrat social sénégalais » montrent que, de leurs positions d'« intermédiaires électoraux », les religieux sollicitent directement le suffrage des Sénégalais[25] ; mieux, les centres confériques sont aujourd'hui présentés hâtivement comme des lieux « de cristallisation d'une contestation politique[26] ».

Les travaux d'A. B. Diop, à la suite de ceux de Beck[27], ont eu le mérite d'interroger l'imbrication du poids des logiques sociales locales, des représentations symboliques et du clientélisme dans les stratégies de légitimations historiquement déployées par le parti-État. Dans sa « sociologie électorale du Fouta », Diop a montré que la domination électorale du Parti socialiste (PS) ne pouvait seulement s'expliquer par « une mascarade électorale mais plutôt par sa capacité d'implantation dans le champ socioculturel[28] ». De même, il considère que cette capacité mobilisatrice, résultant d'un clientélisme s'adossant sur une captation des allégeances traditionnelles, a été complexifiée et pérennisée par pragmatisme politique par les successeurs de Diouf. Ainsi, pour reconquérir l'électorat « halpoularren », Wade allait miser sur la capacité mobilisatrice des « notables professionnalisés[29] » qui, malgré l'effritement progressif de leur influence, seront « corrompus, cooptés ou contraints[30] ». Koter[31] va pousser l'analyse plus loin. Grâce à la mobilisation d'un matériel empirique riche, elle mettra en évidence une opposition structurante entre

25. C. L. Kelly, « The 2012 Legislative Election in Senegal », *Electoral Studies*, n° 32, 2013, p. 907 ; B. Sall, « De l'intermédiation à la candidature : évolution de la position des chefs religieux au Sénégal » [en ligne], *Afrilex*, <http://afrilex.u-bordeaux4.fr/sites/afrilex/IMG/pdf/De_l_intermediation_politique_a_la_candidature-2.pdf>, consulté le 4 décembre 2019.
26. B. Sambe, *Contestations islamisées. Le Sénégal entre diplomatie d'influence et islam politique*, Montréal, Les éditions Afrikana, 2018.
27. L. J. Beck, « Reigning in the Marabouts? Democratization and Local Governance in Senegal », *African Affairs*, vol. 100, n° 401, 2001, p. 601-621 ; L. J. Beck, *Brokering Democracy in Africa: The Rise of Clientelist Democracy in Senegal*, New York, Palgrave Macmillan, 2008.
28. A. B. Diop, *Logiques sociales et démocratie électorale au Sénégal. Essai de reconstitution et d'interprétation d'une trajectoire de crise : l'exemple du Fouta Tooro (1983-2001)*, Thèse de doctorat en science politique, Bordeaux, Université Bordeaux 4, 2002, p. 23 ; B. Sall, « Les ressorts de la domination du PS à Matam », *Afrilex*, n° 5, 2017, <http://afrilex.u-bordeaux4.fr/sites/afrilex/IMG/pdf/05dossbabalysall.pdf>, consulté le 4 décembre 2019.
29. A. B. Diop, « Le "prophète du Sopi" et l'électorat haalpurar. Une histoire d'amour tardive qui finit mal », *in* M. C. Diop (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Dakar/Paris, Cres/Karthala, 2014, p. 320
30. *Ibid*.
31. D. Koter, « Urban and Rural Voting Patterns in Senegal: The Spatial Aspects of Incumbency, c. 1978–2012 », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 51, n° 4, 2013, p. 653-679 ; D. Koter, « King Makers: Local Leaders and Ethnic Politics in Africa », *World Politics*, vol. 65, n° 2, 2013, p. 187-232.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

les comportements des électeurs urbains et ruraux, largement entretenue par un « courtage électoral » plus efficace dans les espaces périphériques pauvres. Selon Koter, les ruraux, malgré leur marginalisation économique, apportent un soutien indéfectible et stable au parti dominant. À l'opposé, dans les grands centres urbains, ces mécanismes de médiation seraient moins opérationnels. Ce constat, qui est une tendance lourde de l'expression territoriale des comportements électoraux en Afrique[32], laisse transparaître une opposition entre un vote urbain contestataire et un vote loyaliste dans les espaces périphériques[33]. Cela dit, ce constat ne représente pas une exception africaine, il a par exemple été observé au Mexique, où le Parti révolutionnaire institutionnel recrutait, avant l'alternance de 2000, essentiellement ses militants dans les espaces défavorisés, incitant même certains électoralistes à conclure que « là où il n'y a plus de trottoir pavé, il n'y a plus d'opposition au parti dominant[34] ». Loin d'être l'expression d'un « sous-développement politique[35] », le clientélisme peut être lu comme une modalité de construction des allégeances politiques au Sénégal[36]. Il constitue « un facteur structurant du système de partis politiques et détermine largement la plasticité et le caractère dynamique des comportements politiques au Sénégal[37] ». Le « défaut d'institutionnalisation du système partisan sénégalais marqué par une forte personnalisation des partis politiques » favoriserait une certaine faiblesse des attaches partisanes, qui reposerait plus sur « une morale du provisoire[38] », entraînant une certaine « volatilité électorale[39] ».

La mobilisation du clientélisme comme clé de lecture des comportements électoraux au Sénégal est une perspective défendable mais, en surestimant sa force mobilisatrice, on sombre souvent dans un déterminisme condamnant les électeurs à une dépendance vis-à-vis de leurs patrons. Cette lecture du clientélisme électoral, se détournant de la capacité de réaction des acteurs « périphériques » face à ce qui s'apparente à une contrainte systémique, mérite d'être approfondie. Le vote légitimiste connaît des réajustements dictés par la conjoncture nationale et des logiques locales complexes, non

32. D. Resnick, « In the Shadow of the City: Africa's Urban Poor in Opposition Strongholds », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 49, n° 1, 2011, p. 141-166.
33. D. Koter, « Urban and Rural Voting… », art. cité.
34. J. A. Crespo, « Mexique 2000 : l'année de la déroute du parti hégémonique », *Politique étrangère*, vol. 66, n° 1, 2001, p. 133-134.
35. Nous faisons référence à la perspective développementaliste. Dans cette perspective théorique, les pratiques corruptives ont été historiquement présentées comme l'expression du sous-développement politique ou d'un déficit de culture démocratique.
36. A. Tine, *Le Sénégal sous Senghor et Diouf, une démocratie buissonnière ? Une critique du pluralisme des partis politiques*, Dakar, L'Harmattan Sénégal, 2017, p. 161.
37. *Ibid*.
38. *Ibid*.
39. D. Resnick, « Continuity and Change in Senegalese Party Politics… », art. cité.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

réductibles à une culture de corruption spécifique à la ruralité. Eu égard à cela, on se demande légitimement dans quelle mesure la complexification des stratégies de légitimation électorale déployées par le parti dominant tend à s'adapter aux rationalités spécifiques des espaces périphériques. Comment ces rationalités locales peuvent-elles expliquer la fluidité des attaches partisanes se matérialisant dans la géographie mouvante de l'électorat sénégalais, empiriquement constatée et peu questionnée[40] ? L'hypothèse que nous avançons est que cette capacité des forces politiques accédant au pouvoir à renforcer leur implantation dans les périphéries rurales ne peut être perçue comme de la volatilité que si on s'intéresse de manière superficielle aux étiquettes partisanes. Ce soutien constant des espaces ruraux au parti dominant ne peut non plus être réduit à un clientélisme électoral plus opératoire en milieu rural que dans les espaces urbains. Ces basculements rapides et apparemment désordonnés observés suite aux alternances pourraient être lus comme la conséquence d'une renégociation du pacte électoral au niveau local, impliquant une dynamique et une complexification des rapports d'intermédiations classiques, dont les modalités évoluent.

Par une cartographie des résultats et une analyse statistique des élections présidentielles entre 2000 et 2019, nous soulignons d'abord les oppositions géographiques structurantes derrière l'apparente volatilité (première partie), confirmant et dépassant les analyses de Koter. Une ethnographie électorale, faite à partir de deux observatoires localisés choisis sur la base des conclusions de la géographie électorale, nous permettra ensuite d'interroger les rationalités à l'œuvre dans le « désalignement des électeurs[41] » (deuxième partie). Ainsi, en identifiant les recompositions des formes d'encadrement politique, ce travail participe à une réactualisation des registres de mobilisation des électeurs servant à l'analyse du vote au Sénégal.

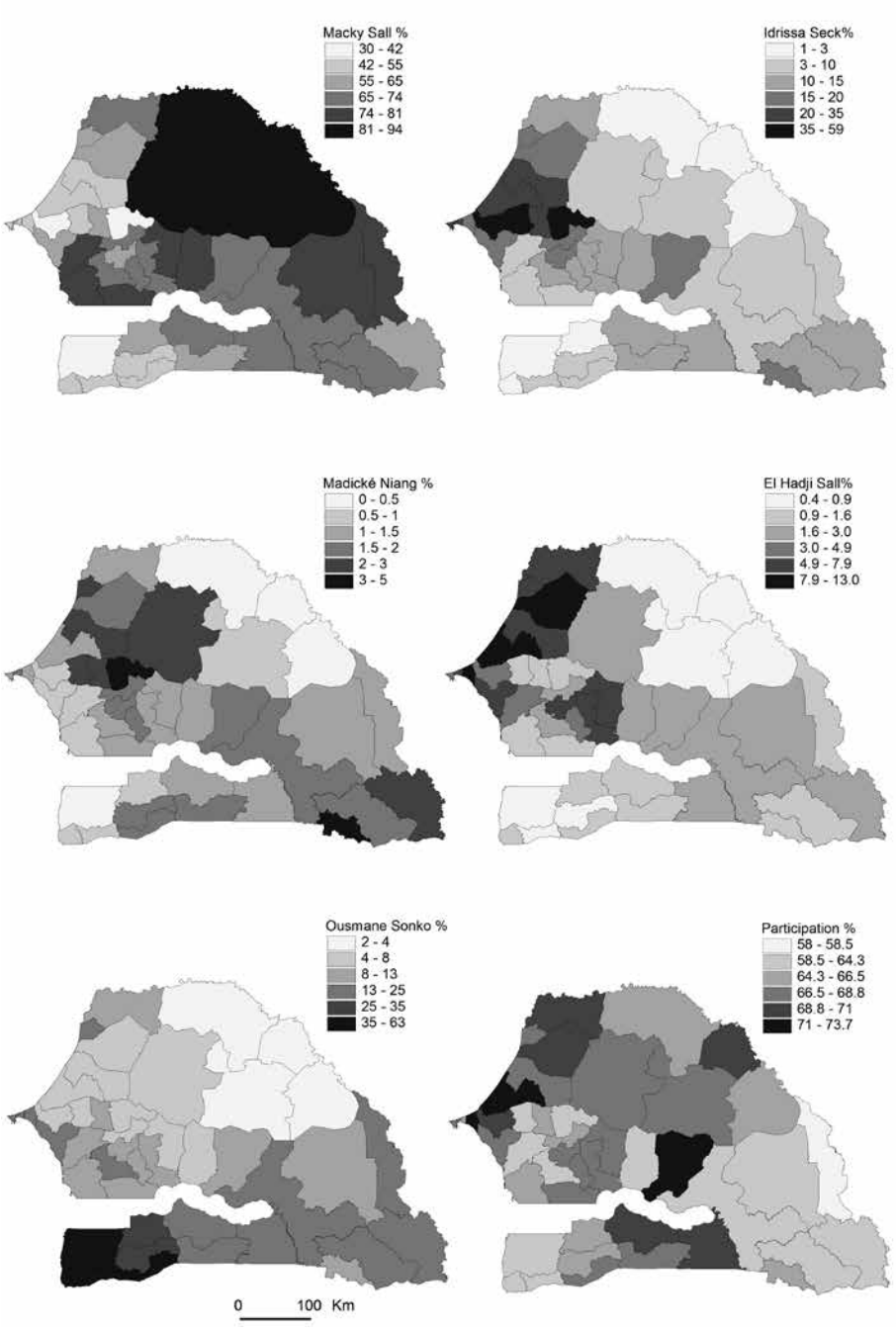
Les dynamiques électorales au Sénégal à l'échelle des départements entre 2000 et 2019

Une description de la géographie électorale de l'élection de 2019 et des dynamiques spatiales des comportements électoraux entre 2000 et 2019 est abordée dans cette partie. Ainsi, nous proposons d'établir une typologie des territoires selon les dynamiques électorales constatées. La figure 1 propose une cartographie de la participation et des résultats des principaux candidats

40. D. Dieng et S. A. Tall, « Radioscopie spatiale des élections présidentielles de 2012 au Sénégal », Colloque SIGeGIS, Saint-Louis, Université Gaston Berger, 25 mars 2014.
41. D. Resnick, « Continuity and Change in Senegalese Party Politics… », art. cité.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

Figure 1. Géographie de la participation et des principaux candidats au premier tour de l'élection présidentielle de 2019, par département



Source : Ministère de l'Intérieur ; cartographie : Pablo Medina Lockhart.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

aux élections présidentielles de 2019. Il en résulte une géographie bigarrée marquée par de fortes implantations régionales des différents candidats. Sall, vainqueur dès le premier tour de l'élection avec 58,3 % des votes valides, a acquis une position hégémonique dans le nord-est du pays, ainsi que des scores très élevés à Fatick. En revanche, ses scores sont relativement faibles dans la plupart des grandes villes (Dakar, Thiès, Mbacké). Ses deux principaux adversaires – Seck avec 20,5 % et Sonko avec 15,7 % – obtiennent des scores relativement importants dans les grandes villes et dans leurs bastions respectifs, à savoir la région de Thiès pour Seck et la Casamance pour Sonko.

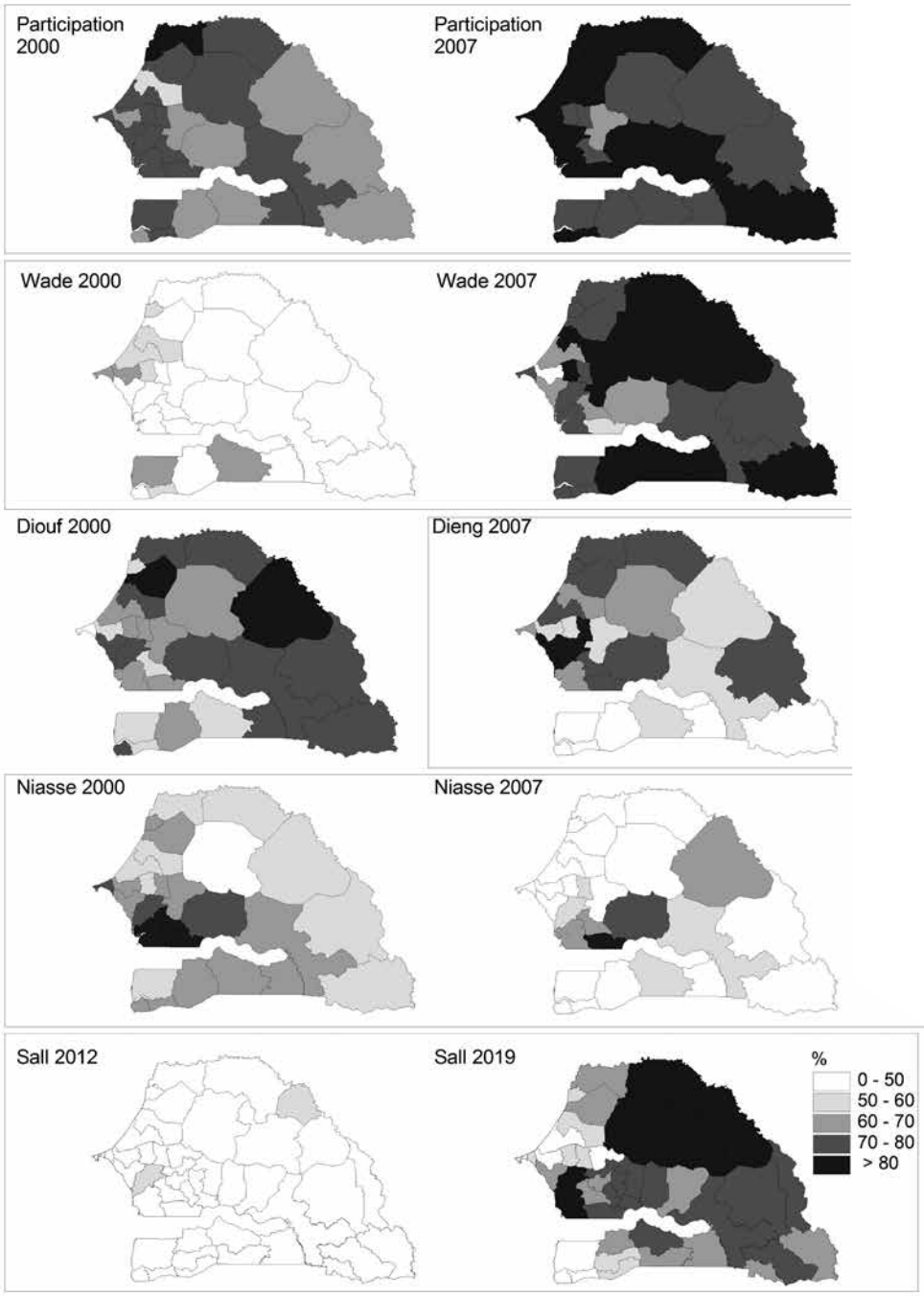
Nous avons aussi cartographié les résultats des principaux candidats présents dans au moins deux des quatre élections (figure 2). Nous avons ensuite calculé des corrélations entre les scores par département des candidats qui se sont présentés à deux ou trois des élections (tableau 1). Il en ressort une forte instabilité de la géographie électorale, se traduisant par l'absence de corrélation de la géographie d'un même candidat (ou d'un même parti) d'une élection à l'autre. Toutefois, il nous faut distinguer deux cas de figure. Certains candidats, comme Niasse ou Seck, sont largement cantonnés à leurs bastions régionaux respectifs : ils présentent de bonnes corrélations d'une élection à l'autre. Dans le cas de Seck, son statut de principal opposant lui a permis d'étendre son électorat au-delà de son bastion en 2019, si bien que la corrélation avec les scores de l'élection de 2007 diminue en 2019 par rapport à 2012. En revanche, pour les candidats dont la base électorale est plus large, nationale, les corrélations sont faibles entre deux élections successives, à l'exception partielle de Sall. En effet, il apparaît en particulier que leur statut de candidat sortant modifie la base géographique, qui leur avait permis d'accéder à la présidence : Wade perd ainsi son assise urbaine dès 2007. Notons néanmoins que c'est moins vrai pour Sall qui, dès 2012, avait pu s'implanter dans certaines zones périphériques (Nord-Est et Fatick), où il s'est encore renforcé en 2019. Le basculement de certains bastions locaux (Niro, M'bour) en sa faveur en 2019 a aussi contribué à étendre son assise électorale.

En outre, nous avons voulu systématiser l'analyse des dynamiques en effectuant une analyse en composantes principales (ACP) sur tous les candidats, quelle que soit l'élection à laquelle ils se sont présentés, soit 45 candidats en tout. Cette méthode permet de regrouper les variables selon la proximité de leur géographie. Dans ce cas-ci, les variables sont les scores des candidats aux différentes élections : les candidats dont les géographies sont similaires auront tendance à être regroupés. Cette analyse synthétise efficacement l'information initiale puisque les trois premières composantes reprennent 51 % de la variance, respectivement 26,8 %, 13 % et 9 %.

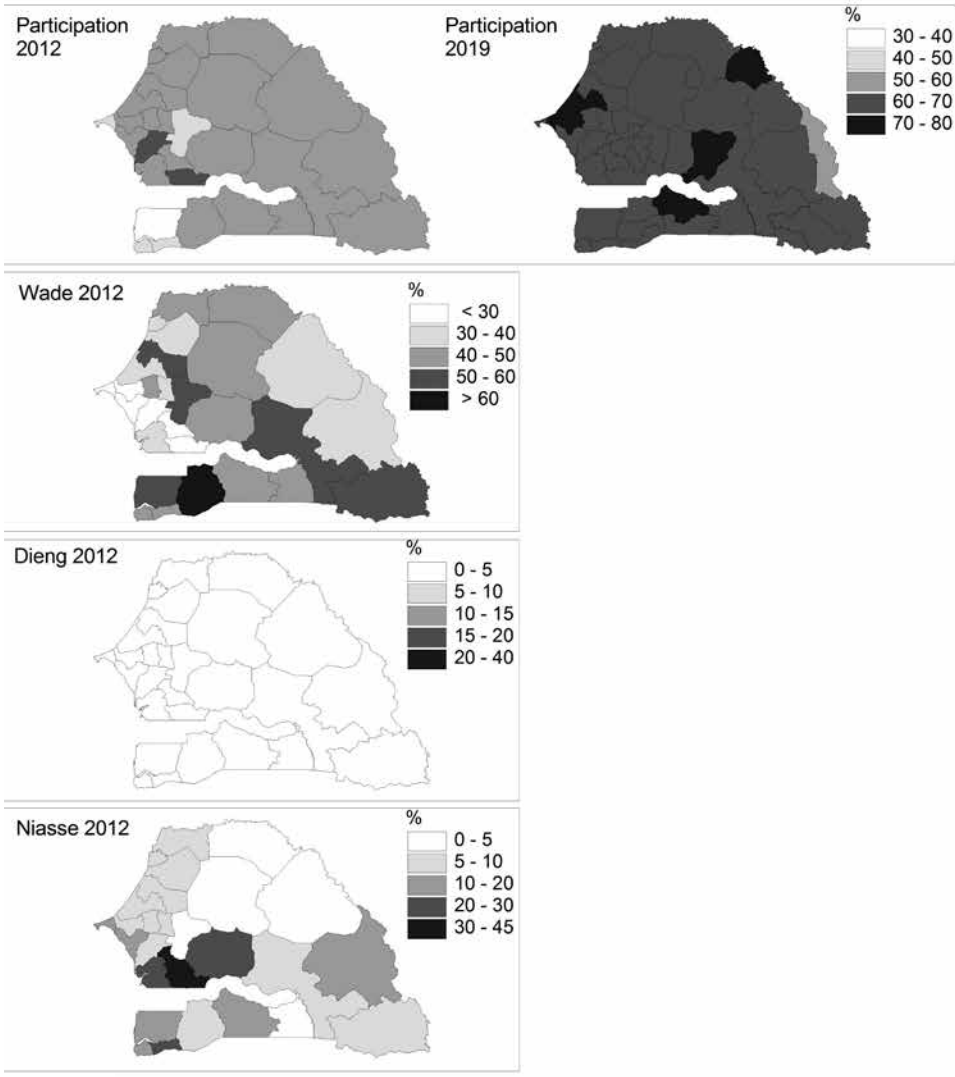
Les conclusions que l'on peut en tirer sont de plusieurs ordres. D'abord, elle confirme l'instabilité de la géographie du vote. À titre d'exemples, les

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

Figure 2. Évolution de la participation et de quelques forces politiques entre 2000 et 2019 par département de 2000*



© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)



Source : Ministère de l'Intérieur ; cartographie : Pablo Medina Lockhart.

* Entre 2002 et 2008, d'importantes réformes administratives seront entreprises au Sénégal aboutissant à la création de nouveaux départements qui modifie l'organisation administrative du Sénégal. Ainsi, la cartographie électorale nécessitait la reconstruction d'une base de données homogène. Nous avons reconstitué la région de Dakar comprenant les départements de Dakar, Rufisque et Pikine de 2000. Les départements de Matam, Kanel et Ranérou sont le résultat d'une division administrative opérée en 2008 ; nous les avons fusionnés pour reconstituer le département de Matam de 2000, avec de légères modifications quant aux frontières extérieures de ce département. Ensuite, les départements de Gossas, Guinguinéo et Mbacké ont été agrégés pour correspondre aux anciens départements de Mbacké et Gossas.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

Tableau 1. Corrélation simple (R. Pearson) entre les scores d'un candidat et/ou une force politique en 2000 ou 2007, avec ses scores en 2007, 2012 et 2019

	2007	2012	2019
Participation, 2000	0,43*	0,15	0,2
Niasse (AFP) 2000	0,79**	0,86**	-
Diouf (PS) 2000***	0,19	0,23	-
Wade (PDS) 2000	-0,09	0,2	-
Cheikh A. Dieye, 2000	0,51**	0,09	-
Seck, 2007	-	0.93**	0.66**
Sall M., 2012	-	-	0.53**

Sources : Ministère de l'Intérieur ; calculs propres.
Nombre d'observations (« super-provinces ») = 35.
* significatif à 1 %, ** significatif à 5 %. *** Pour 2007 et 2012, la corrélation est calculée sur le candidat officiel du PS (Ousmane Tanor Dieng).

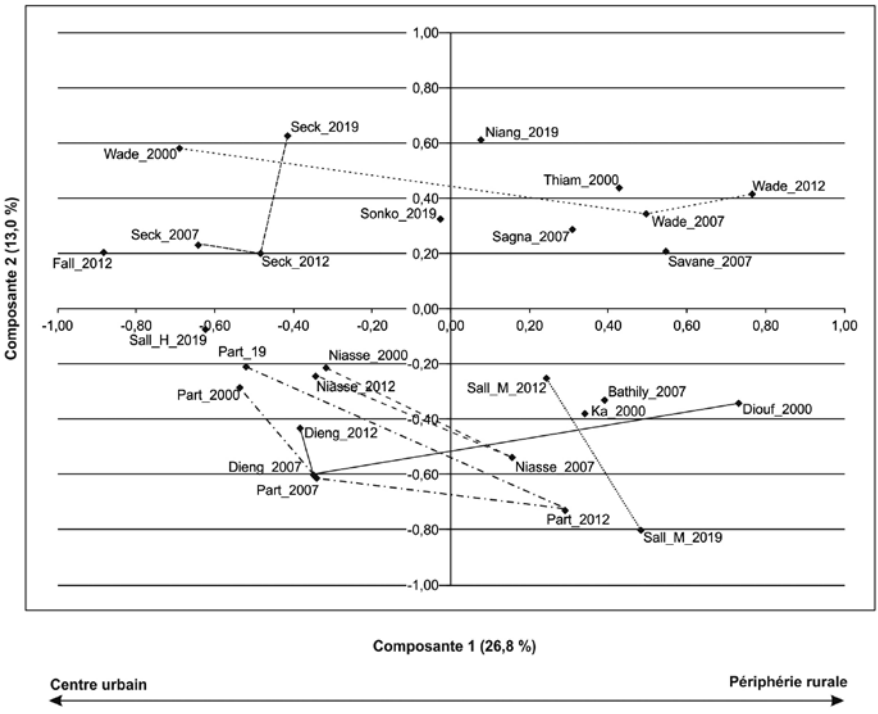
Les chiffres du tableau donnent une indication de la similarité des géographies d'un candidat donné aux différentes élections. Plus le chiffre se rapproche de 1, plus la géographie est similaire entre les deux dates comparées ; et lorsqu'il est proche de 0, cela signifie que la géographie du candidat a changé d'une élection à l'autre.

candidats PS ou PDS ont des positions très différentes – voire opposées – selon l'élection considérée, leur implantation géographique variant en particulier selon le statut de leur candidat, sortant ou non. Ensuite, la première composante oppose clairement les espaces centraux (Dakar) aux espaces périphériques (figure 3) : à gauche du graphique, les candidats ont une géographie essentiellement centrale, axée sur les grandes villes du pays (Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack), alors que, dans sa partie droite, ils montrent une implantation périphérique. Le « déplacement » de Wade depuis la gauche vers la droite du graphique entre 2000 et 2012 peut être interprété comme le passage d'une géographie surtout centrale et urbaine, lorsqu'il était dans l'opposition, à une géographie périphérique en 2007 et 2012, alors qu'il était le candidat sortant[42]. À l'inverse, alors que Diouf, président sortant en 2000, avait surtout une implantation périphérique, celle de Dieng, candidat PS en 2007 et 2012, est plus urbaine, mais aussi géographiquement beaucoup plus étroite. Cela signifie aussi que, au-delà de l'instabilité, il existe une structure géographique du vote opposant les villes, et surtout les plus grandes villes, aux espaces périphériques. Les habitants des villes, en

42. D. Koter, « Urban and Rural Voting… », art. cité.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

Figure 3. Position des candidats sur les deux premières composantes d'une analyse en composantes principales portant sur tous les candidats aux élections présidentielles de 2000 à 2019, par département de 2000



Seuls les candidats ayant obtenu plus de 1 % des voix sont représentés.

premier lieu à Dakar, privilégient un vote d'opposition au pouvoir alors que les électeurs des périphéries apportent un soutien plus important au candidat en place. Il existerait donc bien une structure stable derrière cette « volatilité » apparente. Dans une première approximation, on opposera les espaces urbains contestataires aux espaces périphériques. Enfin, bien que cette dimension soit la plus structurante, elle ne reprend malgré tout qu'à peu près un quart de la variance, et ne rend donc pas compte de la complexité de la géographie électorale du Sénégal sur la période considérée. Cette complexité relève en particulier d'une logique de bastions électoraux dont dispose la plupart des candidats, petits et grands. Certains espaces sont également marqués par une relative homogénéité du vote, bien que celle-ci puisse se cristalliser sur des candidats différents. C'est le cas par exemple du Nord-Est, bastion de Wade, devenu en 2019 un espace quasi hégémonique en faveur de Sall. D'autres

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

territoires, comme la Casamance, ne relèvent pas d'une périphérie acquise au pouvoir en place, mais se démarquent par des choix électoraux complexes[43].

Ces premiers résultats sont loin d'être triviaux, dès lors que l'on rappelle que la stabilité géographique du vote est un des faits les plus remarquables de la géographie électorale[44]. Une telle stabilité n'est pas seulement observée dans les pays développés, mais aussi dans certaines démocraties nouvelles, comme la Tunisie entre 2011 et 2014. On peut faire l'hypothèse que l'absence de clivages politiques et les jeux des alliances, instables à l'échelle nationale et locale, favorisent la variation de la géographie du vote, parce qu'elle rend possible les « transferts », que ce soit au sein même de la classe politique ou de la part des électeurs. Toutefois, et c'est là un résultat plus intéressant encore, cela ne veut pas dire que le vote soit « aléatoire », « volatil » ou « irrationnel », dicté par les seules conjonctures politiques.

Comment interpréter alors l'opposition des comportements électoraux entre centre urbain et périphéries rurales ? Les traitements statistiques opérant un croisement entre réalités socio-économiques et électorales ne permettent pas de faire la part des choses. En effet, l'opposition urbain-rural recoupe des différences socio-économiques : les départements urbains se caractérisent par un niveau d'éducation plus élevé, un marché du travail qui fonctionne différemment ou encore un équipement de base plus développé. Il en résulte que le vote d'opposition, plus urbain, correspond à des territoires où toutes ces caractéristiques sont présentes et ne peuvent pas être isolées les unes des autres. Le vote semble au contraire dicté par des rationalités différentes selon les types d'espace : alors que les espaces urbains sont majoritairement contestataires, ce qui peut en partie s'expliquer par l'enracinement d'une culture protestataire, associée à certains aspects liés à l'urbanisation, qui favoriserait un activisme politique plus assumé dans les quartiers populaires

43. L'histoire électorale de la Casamance est particulière, et les comportements électoraux mettent en évidence un vote d'opposition très marqué par rapport aux autres régions du pays. La percée de Sonko dans cette région lors de la présidentielle de 2019 a été abusivement décrite comme le résultat d'un « vote ethnique ». Même si ses origines ont eu des conséquences sur son score (ce qui n'est pas symptomatique), ce vote ne peut être réduit à un vote ethnique. En effet, le candidat Sonko a privilégié un discours de rupture avec le système. Ainsi, son discours de rupture articulé autour d'une critique des pratiques corruptives a très bien fonctionné dans une zone qui s'est toujours singularisée par son rejet du parti-État. En outre, la spécificité de son système social non hiérarchisé, mais aussi la particularité de l'histoire de cette zone (rébellion) constituent des indices pertinents pour analyser la difficulté du parti au pouvoir à mobiliser les médiations traditionnelles opératoires dans d'autres parties du pays.

44. G. Van Hamme, C. Vandermotten et P. Medina Lockhart, « The Electoral Geography of the Left in Western Europe since 1945: Permanencies and Changes », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 109, n° 2, 2018, p. 274-294.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

des grandes villes[45], les territoires périphériques tendent à se placer du côté du pouvoir en place, pour pouvoir en tirer parti d'une façon ou d'une autre. Les repositionnements partisans doivent donc être pensés dans leur rationalité propre. Nous verrons comment se produisent ces renversements à l'échelle locale et comment il est possible de penser cette migration électorale qui privilégie, lors des quatre élections analysées, le soutien au pouvoir en place. Bien sûr, comme nous l'avons déjà évoqué, cette opposition ne recouvre pas la diversité et la complexité observées, résultats de jeux politiques mouvants, tant à l'échelle nationale qu'aux échelles locales. En particulier, à côté des espaces centraux, marqués par une forte opposition au pouvoir en place et un éclatement du vote, et des espaces périphériques, qui tendent au contraire à se réaligner vers celui-ci, un troisième type de territorialité politique se dégage, fondé sur des candidats disposant d'une assise régionale stable dont l'audience ne dépasse que difficilement le cadre régional. Dans la section suivante, nous allons éclairer, à travers la restitution d'un travail de terrain, certains ressorts de ces renversements électoraux qui sont les manifestations d'une forte continuité électorale.

Réalignements en faveur du pouvoir central en milieu rural sénégalais : les exemples de Walalde et de Nindi Abdou

La continuité électorale, se manifestant ici par un basculement partisan, révèle la solidité d'un soutien constant au parti au pouvoir. Même si le phénomène est largement observable dans de nombreuses régions périphériques, nous avons, grâce à une analyse longitudinale des données électorales, cherché à identifier les espaces qui en sont les plus représentatifs. Bastions historiques du PS, ces espaces ont connu un réalignement partisan en 2000, offrant au PDS ses meilleurs scores en 2007. La caractéristique des espaces de repositionnement partisan est leur soutien au pouvoir en place. Les départements de Mbacké et de Podor sont représentatifs de ce phénomène. Dans le travail qualitatif, la compréhension de ces processus peut être utilement éclairée par une approche locale. Ainsi, nous avons opté pour des villages dans lesquels les repositionnements les plus significatifs avaient pu être observés. À cet égard, Nindi Abdou[46]

45. S. Awenengo-Dalberto, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse », *Les carnets du CAP*, octobre 2011, p. 37-65.
46. Le village de Nindi Abdou est rattaché à la commune de Touba Mosquée. Il fut fondé par des proches de Fallou Mbacké. À l'image de Touba, le statut de Nindi est particulier avec la coexistence de deux ordres : d'une part l'État central à travers ses extensions locales (gendarmerie nationale), d'autre part l'autorité confrérique qui a un droit de regard sur la gestion de la ville.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

et Walaldé[47] présentent des trajectoires politiques intéressantes. Un examen de la représentativité des différentes forces politiques depuis 2000 met en évidence une mobilité partisane. À Walaldé, l'idée de s'opposer ouvertement au PS n'était pas « positivement appréciée par la population locale, ni par les acteurs politiques locaux qui promouvaient "la carte unique"[48] ». En 2000, sur 376 votants au premier tour, le PS récolte 321 voix, le PDS aucune. Les Walaldois ont voté dans les mêmes proportions au deuxième tour et Wade n'a pu récolter que 18 voix sur les 440 votants. En 2007, les rapports de force politique s'inversent. Sur 1 320 votants, le PS ne récolte que 6 voix alors que le PDS s'est approché de la barre des 1 000 voix. En 2012, sur les 1 262 votants, le PDS récolte 782 voix et le PS 7. Ce basculement fut aussi observé à Nindi, zone historiquement contrôlée par le PS. En 2000, même si Wade avait réussi à bousculer le PS dans certains centres de vote de Touba, Nindi a voté, au premier comme au deuxième tour, pour le PS[49]. Toutefois, en 2007, Wade obtient ses meilleurs scores à Ranérou Ferlo et à Mbacké et, dans ce département, les effets de basculement les plus importants sont notés à Nindi. Certes, entre 2000 et 2007, le contexte politique a changé, mais l'impopularité historique du PDS renversée soulève des questions.

À travers des observations et des entretiens, nous avons interrogé la dynamique électorale dans ces espaces. Les entretiens se sont faits durant la campagne électorale des législatives de 2017. Ce contexte facilitait le contact avec les responsables politiques, les électeurs, les notables et les membres d'association. De plus, l'observation des institutions d'encadrement (hiérarchies sociales), des groupes informels et des réseaux relationnels (associations de jeunes et de femmes, mouvement de soutien), ainsi que les discussions informelles ont été des outils très féconds nous permettant d'éclairer les mécanismes à l'œuvre dans la configuration d'un jeu politique local complexe. Même s'il existe un décalage temporel avec les données

47. Walaldé est située dans le département de Podor.

48. Entretien avec Ardo Dieng, Walaldé, juillet 2017 ; entretien avec Demba Sarr, Walaldé, 10 juillet 2017. Dans « la matérialité du vote », la carte a une double signification : elle symbolise l'objet sur lequel porte le choix (« carte » des candidats), mais aussi l'objet à travers lequel le choix se fait (carte d'électeur). La « carte unique » symbolise la mobilisation uniforme des cartes d'électeurs pour un candidat, elle traduit la valorisation de l'unanimisme politique dans la conscience collective locale.

49. En 2000 dans le département, au premier tour, le PS gagne avant de perdre au second tour. Au premier tour, sur 38 750 votants, Wade obtient 31 % des voix et Diouf 46 %. À Nindi, sur les 271 inscrits, le PS recueille 173 voix et le PDS 26 voix. Cette tendance est renversée au niveau départemental au second tour, où Wade passe devant avec 24 428 voix contre 13 891 pour Diouf ; mais, dans le village, le PS gagne avec 223 voix contre 40 pour le PDS. En 2007, alors que le département, qui avait déjà basculé au second tour de 2000, vote massivement pour Wade, Nindi aussi bascule définitivement, sur 6 610 votants, Wade obtient 5 171 voix et le PS 230 (données officielles du ministère de l'Intérieur du Sénégal).

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

mobilisées ci-dessus, les entretiens portaient sur l'histoire électorale, sur le poids des logiques sociales, leurs mobilisations dans le champ politique et l'actualité de ces dispositifs.

Le travail qualitatif souligne le caractère dynamique des rapports d'intermédiations classiques et, surtout, l'importance des logiques locales et le poids des acteurs périphériques dans la construction des choix électoraux. Si le travail d'enquête confirme l'érosion des dispositifs d'encadrement politique reposant exclusivement sur une instrumentalisation des hiérarchies sociales, il met en exergue la complexification des rapports historiques entre l'État et les autorités périphériques, et donc une évolution des médiations classiques, marquées par un besoin pressant des acteurs institutionnels et des médiateurs traditionnels de réactualiser ces dispositifs face aux évolutions politiques et sociales.

Les observatoires localisés comportent des similitudes sur le plan socio-économique. Walaldé et Nindi présentent une homogénéité du point de vue de leur composition ethnique et confrérique. Si, à Walaldé, la majorité de la population est peulh et tidiane, Nindi est essentiellement composé de Wolof mouride. Ces espaces ruraux et pauvres se caractérisent par une imbrication élevée entre « l'ordre politique et l'ordre social[50] », favorisant une relation forte entre l'encadrement social et la mobilisation électorale. La mobilisation des ressources symboliques par les acteurs politiques y est un élément structurant de la vie politique. À Nindi Abdou, la politique « a une histoire » liée au registre religieux. La collaboration entre l'autorité khalifale, incarnée par la famille de Falou Mbacké, et le PS remonte aux premières élections du Sénégal[51]. L'évolution des rapports entre Touba et le pouvoir central, passant de l'intermédiation à la neutralité, n'ont pas affecté cette collaboration. Malgré la neutralité affichée de Touba lors de l'élection 2000, le PS pouvait compter sur le soutien des héritiers de Fallou Mbacké. Leur implication ouverte en faveur de Diouf a été décisive car, même si Wade a fait des scores honorables au premier tour à Touba Mosquée, le village avait voté, au premier comme au deuxième tour, pour le PS. Abdou Fatah Mbacké, influent porte-parole de la famille, avait pris « le risque d'organiser dans le village des mobilisations en faveur du PS[52] ». Cette proximité avec l'État-PS s'effrite après 2000, entraînant une défidélisation massive de son électorat. Selon Ala, « au lendemain de l'alternance de 2000, la position de Touba par rapport au pouvoir central, la forte aspiration des électeurs à tourner la

50. B. Lacroix, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », *in* M. Grawitz et J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, t. 1, Paris, PUF, 1985, p. 469-565.
51. L. J. Beck, « Reigning in the Marabouts… », art. cité.
52. Entretien avec Ala Niang, Touba Mosquée, juillet 2017.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

page PS, mais surtout l'investissement de Serigne Abdou Fatah, qui avait personnellement demandé au Président Wade de mettre en place une section locale du PDS, ont considérablement participé à bouleverser les rapports de force politique dans cette localité […] ; ces éléments assuraient une victoire certaine du PDS lors de l'élection présidentielle de 2007[53] ». Par la suite, cette relation entre Wade et la famille de Nindi s'essouffle car, si le PDS gagne de justesse au premier tour de la présidentielle de 2012[54], les législatives marqueront son déboulonnage. Pour ce militant, « la famille maraboutique, mettant en avant ses intérêts, a tourné le dos à Wade dès qu'il a perdu le pouvoir au profit de Sall[55] ». Ce basculement partisan, contrastant fortement avec la fronde de Touba Mosquée nostalgique de Wade, interpelle. Notons que la pluralisation de l'offre confrérique de Touba, portée par les marges confrériques, favorise une ouverture, mieux une concurrence dans l'offre sociale et politique portée de plus en plus par des médiateurs/intermédiaires dont le profil s'est sensiblement transformé (la figure des Jeunes Mbacké-Mbacké), tout le contraire de Nindi où règne une seule famille. Donc, le soutien constant du pouvoir à Nindi est la conséquence d'une renégociation du pacte électoral avec ceux qui sont perçus par les talibés-électeurs comme les « *Borom Deuk* », appellation wolof désignant le fondateur d'une localité, et impliquant aussi « la notion de propriété foncière et donc du droit inaliénable sur les biens dont profitent les habitants[56] ». La notabilité, forte d'une légitimité sur « ses terres », a pu garder une présence visible dans le champ politique local malgré les positions de Touba – neutralité ou *soft*[57] soutien (2000-2012), « fronde » (2012-2019). Par une mobilisation stratégique de la ressource confrérique, combinée

53. *Ibid*.
54. En 2012, le PDS gagne au premier tour comme au second tour dans la commune de Touba Mosquée. À Nindi, au premier tour, le PDS devance de justesse la coalition Macky 2012 : sur 6 318 votants, Wade obtient 859 voix, Macky 2012 734 voix et le PS 78, avant de perdre le village lors des législatives de la même année. Cette même tendance se confirme lors de la présidentielle de février 2019, durant laquelle Macky Sall perd Touba et le département de Mbacké, récupérés par Idrissa Seck, qui a prêté allégeance à Moussa Naawel Mbacké, personnalité influente dans la nouvelle configuration du khalifa de Touba. Même si le score important de Seck à Touba ne saurait être réduit à une conséquence de sa « reconversion » en talibé mouride, elle a joué un rôle important dans les choix électoraux.
55. Entretien avec Alboury Seck, Nindi Abdou, juillet 2017.
56. C. Guèye, « Le paradoxe de Touba : une ville produite par des ruraux » [en ligne], *Bulletin de l'Apad*, n° 19, 2000, <http://journals.openedition.org/apad/426>, consulté le 3 mai 2019.
57. On utilise le concept de « *soft ndigeul* » pour décrire la position de Touba sous Wade même en l'absence de consignes claires. On assista à la construction d'un discours officiel louant les qualités de talibé mouride de M. Wade, la symbolique entourant ses voyages à Touba ayant rencontré un écho favorable chez les talibés. Les talibés et les leaders politiques rencontrés avaient vu dans le discours de Serigne Saliou à la veille des élections de 2007, appelant M. Wade à poursuivre les travaux engagés dans la ville sainte après les élections, une prédiction de sa victoire et, par ricochet, un appel implicite des talibés à le soutenir.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

à l'absence de concurrence dans l'offre d'encadrement, elle réussit à annihiler toute forme d'opposition. Les propos du vice-président de l'association And Ligueyal Ndindi, regroupant des jeunes du village, sont édifiants :

> « Lorsqu'on a reçu notre récépissé, nous nous sommes présentés chez Serigne Abdou Fatah qui a magnifié notre initiative et nous a donnés comme "*ndigeul*" de ne point faire de la politique avec cette structure et, depuis, nous suivons ce "*ndigeul*" qui fait partie d'ailleurs de notre règlement intérieur. Malgré que nous sommes courtisés par beaucoup de politiciens, nous nous sommes décidés de nous abstenir du terrain politique comme nous le recommande le marabout. Nous investir pour un parti nous met en mal avec nos proches[58]. »

Ces propos mettent en évidence la nécessité de prendre en compte les éléments de contexte pour comprendre les comportements des acteurs. Même si la catégorie « jeune » est décrite comme progressiste, voire contestataire, à Nindi, elle ne bouleverse pas fondamentalement l'ordre socio-politique. Loin de renvoyer à une « incompétence politique », ce conformisme s'explique par un pragmatisme et une rationalité qui tirent leur fondement des logiques locales. L'observation électorale entreprise le jour du vote des législatives de 2017 nous permettait de voir leur mobilisation massive devant l'unique centre de vote, mais surtout leur collaboration avec certains responsables politiques locaux de BBY (Benno Bokk Yakaar, Unis par l'espoir[59]), dont M. Seck Mawo qui s'est targué « d'être le fils, l'ami et le collaborateur de Serigne Fatah[60] ». Là encore, au-delà d'une captation de l'activisme de la jeunesse, la notabilité locale a su réactualiser l'offre d'encadrement grâce à une proximité affirmée avec des intermédiaires locaux qui sont convaincus que, « désormais, les marabouts ne peuvent pas à eux seuls mobiliser les électeurs, d'où l'exigence de conjuguer leurs efforts dans la politique de la médiation[61] ». Cette collaboration avec les « courtiers politiques[62] » donne une nouvelle forme au « contrat social sénégalais » dans ce bastion mouride. En somme, la complexification des formes de médiations politiques, se caractérisant par une capacité d'adaptation et de réinvention des acteurs locaux face aux évolutions sociales et politiques, constitue une donnée essentielle pour appréhender l'évolution des rapports entre l'État et les autorités périphériques, qui doit être prise en compte.

58. Entretien avec Falou Ndiaye, Nindi Abdou, juillet 2017.
59. BBY est une coalition hétéroclite qui s'est formée au deuxième tour de la présidentielle de 2012 regroupant les alliés de Macky Sall.
60. Entretien avec Moustapha Seck, Nindi Abdou, juillet 2017.
61. *Ibid*.
62. O. Nay et A. Smith, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », *in* O. Nay et A. Smith (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002, p. 47-86.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

Le contexte décrit ci-dessus a des similitudes avec celui de Walaldé, au-delà du conservatisme politique, qui s'adosse sur la capacité du pouvoir central à s'adapter aux évolutions contextuelles, mais aussi à innover dans la recherche de soutien politique « des porteurs de voix », dont le profil politique et social sera moins stable après 2000[63]. À Walaldé, la collaboration entre le parti dominant et les leaders politiques locaux s'est historiquement construite autour d'une mobilisation des ressources symboliques. Comme Nindi, Walaldé connaît un système social hiérarchisé. Il y a une notabilité locale incarnée par les « *toorodos* » et les « *ceedo*[64] ». Ces deux groupes constituent les castes d'autorité. Leurs positions sociales et leurs contrôles sur les terres font qu'ils ont été historiquement courtisés par le parti-État. Il y a aussi la classe des hommes libres, enfin la caste « des serviteurs », les « *maacubé* ».

Si la stratégie électorale du PS reposait sur une instrumentalisation des logiques sociales locales, Wade va la complexifier. En plus de la cooptation de certaines personnalités locales issues de l'oligarchie locale, dont Ibrahima Sarr, Seybatou Aw, il va s'attacher les services de certains technocrates n'appartenant pas à cette catégorie sociale, mais dotés d'un capital économique et relationnel. La promotion politique du Subalbé Amadou Niang, nommé directeur national du commerce intérieur puis ministre, et du « *maacudo* » Moussa Sow illustre cette tendance. Le parcours politique de Sow est atypique dans le sens où les codes culturels, dans la plupart des localités du Fouta, n'autorisaient pas qu'un homme issu d'une caste inférieure aspire à un mandat électif. Sow est un cadre de l'administration, militant du PS, puis de l'AFP (Alliance des forces de progrès). Suite au départ de Niasse du gouvernement, « il a été contraint de rejoindre le PDS[65] ». Ses ressources économiques, sa collaboration avec le *toorodo* Abdoul A. Aw feront de lui un acteur clé dans la reconquête de ce territoire par le PDS. Une complexification du dispositif d'encadrement – qui ne repose plus exclusivement sur une mobilisation des ressources symboliques liées aux hiérarchies traditionnelles – était nécessaire

63. Des évolutions sociales dans cette zone ont bouleversé le profil des courtiers et des entrepreneurs politiques. Le parti de Sall a su diversifier le profil des porteurs de voix en recrutant massivement dans la diaspora. Le travail d'Harouna Dia, principal contributeur financier de Sall en 2012, en est un exemple. Le cas des ex-émigrés cooptés dans l'APR (Alliance pour la République) traduit cette volonté de pluralisation du profil de courtiers politiques. Nous pouvons citer le cas du maire de Doumga, Lao Keyssi Bousso, résidant longtemps à Bruxelles, élu maire et nommé directeur du Grand Théâtre national après 2012, mais aussi d'Abdoulaye Sally Sall, maire de Nabadji-Civol, et ministre, conseiller et proche collaborateur de Sall.

64. Sur la question des castes dans le Fouta, il existe une littérature abondante. Les travaux d'Alioune Badara Diop, de Yaya Wane et d'Abderrahmane Ngaïdé reviennent substantiellement sur ces questions. Voir A. B. Diop, *Le Sénégal, une démocratie du phénix ?*, Paris, Karthala, 2009 ; A. N'Gaïde, « Stéréotypes et imaginaires sociaux en milieu haalpulaar. Classer, stigmatiser et toiser », *Cahiers d'études africaine*, n° 172, 2003, p. 707-738.

65. Entretien avec Demba Sarr, Walaldé, juillet 2017.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

pour répondre à l'érosion de l'influence politique et sociale des « notables professionnalisés », qui ont perdu le monopole des clefs d'une réussite économique accessible désormais aux autres membres du corps social, mais aussi au « pragmatisme » des électeurs, plus exigeants et sensibles à « la générosité et à l'utilité de leurs leaders locaux[66] ».

Si la position sociale des différents leaders n'a jamais été l'objet de conflits au niveau local, c'est parce que, malgré leurs divergences politiques, la recherche d'un consensus fut privilégiée. « En 2007, malgré l'existence de deux tendances, à l'approche des présidentielles, les gens se sont retrouvés pour mettre en place un comité électoral unique[67]. » En 2009, il fallait pour la première fois élire un maire :

> « Il y avait des tiraillements entre les leaders locaux, mais Seybatou les avait convoqués à Dakar en leur demandant de trouver une formule avant d'aller à Walaldé. Après des discussions, Aziz et Sow ont trouvé un compromis[68], et ce dernier deviendra le maire par "consensus" et Niang désignera le premier adjoint[69] ».

Cette stratégie du PDS, mobilisant à la fois des « notables professionnalisés[70] » et des *Bigmen* non notabilisés, aura une efficacité relative pour fidéliser son électorat. Même si le PDS reste le parti dominant jusqu'au deuxième tour de l'élection de 2012, l'arrivée au pouvoir de Sall allait rebattre les cartes avec une commutation des intermédiaires locaux. Sow va non seulement voir son leadership local fortement concurrencé, mais il va également perdre le soutien politique d'A. Aziz Aw qui s'est rapproché de l'APR. De plus, l'attitude des militants, « convaincus que, pour bénéficier des retombées de la politique, il faut être avec le parti au pouvoir, allait précipiter son ralliement au parti présidentiel[71] ». Cependant, des leaders nationaux de l'APR, dont « Abdoulaye Daouda Diallo, ayant des velléités hégémonistes n'étaient pas favorables au ralliement de Sow[72] ». Avec les élections locales de 2014, le parti au pouvoir s'est lancé dans une campagne de reconquête des communes rurales contrôlées par le PDS et, « informé d'une impopularité de Sow qui serait lâché par ses

66. *Ibid*.
67. Entretien avec Ardo Dieng, Walaldé, juillet 2017.
68. Aw et Sow s'étaient entendus sur un système de rotation du pouvoir local qui serait exercé tour à tour. Selon les partisans de Aw, Sow a brisé ce pacte en 2014. Sur ces questions, voir J. Schmitz, « "L'élection divise" : la politique au village dans la vallée du fleuve Sénégal », *Afrique contemporaine*, n° 194, 2000, p. 34-46.
69. Entretien avec Ardo Dieng, Walaldé, juillet 2017.
70. L'expression « notables professionnalisés » est de A. B. Diop, « Le "prophète du Sopi"… », art. cité, p. 329.
71. Entretien avec Demba Sarr, Walaldé, juillet 2017.
72. Entretien avec Ardo Dieng, Walaldé, juillet 2017.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

militants et les *toorodos*, décidait de lui verrouiller la liste de l'APR en investissant Abdoul Aziz Aw tête de liste[73] ». Ce choix du nouveau régime entraînera une opposition entre Sow et Abdoul Aziz dans le champ politique et social. La campagne se solde par un débat houleux autour de la question des castes, qui « a pollué l'environnement et détruit la cohabitation saine qui prévalait dans le village[74] ». Ce débat a plus desservi Aziz Aw que Sow. La question de la filiation des frères Aw du côté de leurs lignées maternelles sera exposée sur la place publique, leur rang social d'authentique « *toorodo* » objet de débats. Ces élections, se soldant par la victoire de Sow sur la coalition présidentielle, ne doivent pas être abusivement analysées comme la conséquence d'un relâchement des logiques sociales locales. Elle résulte d'un contrôle fort[75] sur son électorat et d'un consociativisme électoral[76]. Après ces élections, le régime en place a opté pour le réalisme politique en s'adaptant aux réalités contextuelles. La cooptation de Sow[77] et la décision du pouvoir d'investir Seybatou Aw député de la diaspora[78] ont permis à la majorité présidentielle de reprendre le contrôle politique de la zone, comme en atteste la large victoire de BBY lors des législatives de 2017 et en février 2019.

Cette recherche confirme la forte dichotomie entre vote rural et urbain. Si notre étude a le mérite de proposer une analyse systématique de la géographie électorale des élections présidentielles depuis 2000, donc avec une certaine profondeur temporelle, elle a privilégié l'échelle du département, qui permet d'éclairer l'opposition entre grandes villes centrales et périphéries, mais pas les distinctions plus fines entre villes petites et moyennes et milieux strictement ruraux.

Toutefois, il est nécessaire de ne pas essentialiser cette différence. D'une part, elle ne rend compte que d'un quart de la variance géographique du vote lors des quatre élections présidentielles et, d'autre part, elle recouvre de grandes différences socio-économiques, sans qu'il soit aisé de démêler l'influence

73. *Ibid.*
74. *Ibid.*
75. Qui s'est traduit par le contrôle de la commission d'enrôlement des électeurs, la confiscation des cartes d'électeurs des militants dont ils doutaient du soutien final.
76. Devant présenter une liste de 36 conseillers, Sow mettra sur pied une grande alliance avec dix *toorodos*, dix *sébbés*, dix *soubalbes* et six *maacudos*. Ce schéma donnera à l'équipe municipale candidate une composition fortement hétérogène, avec la présence de toutes les castes. Par exemple, à côté de Moussa Maire, élu *maacudo*, il y a eu Ardo Dieng, premier adjoint au maire, qui est un *ceedo*.
77. Sow est actuellement le directeur du Programme d'urgence de modernisation des axes frontaliers.
78. Sur le vote de la diaspora, voir É. Smith, « Sénégal, la diaspora fait-elle l'élection ? Le vote à distance de 1992 à 2012 », *Afrique contemporaine*, n° 256, 2015, p. 51-72.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)

respective des différents facteurs, fortement corrélés les uns aux autres. En outre, cette opposition ne constitue qu'une part de la géographie électorale : l'existence de bastions politiques locaux relativement stables constitue un troisième type d'opposition. Si nos analyses ont le mérite de souligner cette diversité, les analyses qualitatives se sont en revanche concentrées sur les territoires où il y a eu un basculement. Il y apparaît que ces phénomènes ne peuvent pas être simplement interprétés comme la conséquence de la « volatilité » du vote ou d'une corruption électorale généralisée. Au contraire, l'exploration qualitative a mis en évidence des jeux bien rationnels du pouvoir central et des acteurs clés au niveau local, par leur capacité à épouser les mutations sociales en œuvre dans les espaces périphériques : redéfinition du « contrat social sénégalais » à Nindi Abdou ou remise en cause des hiérarchies traditionnelles à Walalde ■

Alassane Beye
Laboratoire d'analyse des sociétés
et pouvoirs/Afrique-diasporas (Laspad),
Université Gaston Berger (Saint-Louis),
Université libre de Bruxelles.

Gilles Van Hamme
Institut de gestion de l'environnement et
d'aménagement du territoire (Igeat),
Université libre de Bruxelles

Abstract

Electoral Dynamics in Senegal 2000-2019: Contribution to the Contextual Analysis of Electoral Behaviors

After two peaceful alternations, Senegal is cited as a democratic showcase. However, the reproductions of forms of power reflect democratic stagnation. The ruling parties are complicating electoral legitimization practices by securing the support of peripheral regions, while opposition dynamics are observed in urban areas. Electoral geography is also characterized by the importance of regional bastions. Electoral ethnography explains the alignment of rural people with the dominant party by its ability to adapt to local realities in the search for electoral hegemony that cannot be reduced to volatility or electoral corruption.

© Karthala | Téléchargé le 26/12/2023 sur www.cairn.info (IP: 41.82.92.152)